

Covid-19: des associations de santé demandent un isolement plus strict

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 19 minutes



Devant une pharmacie d'Antibes, une étudiante en médecine réalise des tests au Covid-19. ERIC GAILLARD / REUTERS

Il faut isoler davantage et de façon mieux organisée les personnes positives au Covid-19 et leurs cas-contacts pour éviter un nouveau confinement à l'avenir, plaident des associations et des professionnels de santé, qui interpellent mardi 24 novembre le gouvernement.

«*Tous ensemble, évitons un nouveau confinement!*», lance le collectif France Assos Santé, qui fédère 85 associations d'usagers de la santé, dans une tribune publiée en ligne par le journal *Le Parisien*.

«Mieux vaut une restriction stricte individuelle des déplacements et des contacts, assortie d'une bonne protection de quelques jours, dans un cadre sécurisé, adapté et accepté, qu'un nouveau confinement généralisé et long de toute une population face à des risques collectifs élevés», estiment les signataires en interpellant le Conseil de défense, l'instance gouvernementale qui prend les décisions pour lutter contre l'épidémie. Cet appel est notamment soutenu par Axel Kahn, le président de la Ligue contre le cancer, et William Dab, ancien Directeur général de la santé.

Les signataires réclament quatre mesures en particulier. D'abord, le *«développement des tests de dépistage antigéniques»*. Deuxièmement, *«la mise en place d'une restriction complète de déplacement et de visite»* pour les personnes positives et leurs cas-contacts, *«sous contrôle et réduite au temps de la contagiosité (de 7 à 15 jours maximum selon les cas), avec isolement en conditions adaptées»*. Troisièmement, *«l'accompagnement et le soutien des sujets testés positifs»*: *«maintien des ressources matérielles (salaires ou rémunérations), obligation de fournir un lieu de résidence confortable, un lien permanent avec un accompagnateur»*, etc. Enfin, un déploiement plus large de l'application Tousanticovid.

«La compréhension, la lisibilité et l'appropriation des mesures actuelles restent particulièrement faibles», concluent les signataires, selon qui *«un important effort d'information et de pédagogie est indispensable»*.